

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**DÉSIGNATION ET REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS
ORGANISMES - MAI 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	7
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	9
Annexe 1 - CentraleSupélec	10
Annexe 2 - Biosphère Fontainebleau et Gatinais	12
Annexe 3 - Campus Cyber	14
Annexe 4 - Commission de délégation de service public (CDSP)	16
Annexe 5 - LPO Hôtellerie et tourisme (Guyancourt)	18
Annexe 6 - LGT Alexandre Dumas (Saint-Cloud)	20
Annexe 7 - Mission locale pour l'emploi des jeunes d'Aulnay-sous-Bois	22
Annexe 8 - Mission locale pour l'emploi de la Dhuys	24
Annexe 9 - Mission locale de la Lyr	26
Annexe 10 - Remplacements	28

EXPOSÉ DES MOTIFS

1.Secteur enseignement supérieur et recherche

CentraleSupélec

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP) placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés de l'industrie et de l'enseignement supérieur, CentraleSupélec a pour principale mission la formation d'ingénieurs majoritairement recrutés par voie de concours, ainsi que la formation de cadres et de docteurs hautement qualifiés pour les secteurs public et privé de la vie économique et de la recherche.

En application des dispositions des articles 8 et 20 du décret n° 2014-1679 du 30 décembre 2014 modifié portant création de CentraleSupélec, la région Île-de-France siège au conseil d'administration à raison d'un représentant désigné pour un mandat de quatre ans renouvelable.

Par un courrier du 6 avril 2023, l'organisme a informé la Région de la nécessaire parité en application du code de l'éducation et demande ainsi la désignation d'un élu et d'une élue au sein de son conseil d'administration.

Il convient donc de procéder à la désignation d'un représentant et d'une représentante au scrutin majoritaire à deux tours.

2.Secteur transition écologique, climat et biodiversité

Association de la Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais

Association créée en 2005 et régie par la loi du 16 juillet 1901 et le décret du 1er août 1901, l'Association de la Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais met en œuvre, sur le territoire de la réserve de la dite biosphère, le programme de l'UNESCO : « L'Homme et la Biosphère ». Celui-ci vise à promouvoir un développement économique et social respectueux des ressources naturelles et de la diversité naturelle et culturelle. L'association est composée de personnes morales agissant sur le territoire en matière de gestion des milieux naturels. Conformément aux statuts révisés en 2023, le Conseil régional, en tant qu'il subventionne l'association, siège à l'assemblée générale.

Il convient donc de procéder à la désignation d'un représentant au scrutin majoritaire à deux tours.

3.Secteur relance, attractivité, développement économique et innovation

Campus Cyber

Le Campus Cyber est une société par actions simplifiée (SAS) régie par le code du commerce qui permet d'accueillir sur un même site des entreprises (grands groupes, PME), des services de l'État, des organismes de formation, des acteurs de la recherche et des associations. Il met en place des actions visant à fédérer la communauté de la cybersécurité et à développer des synergies entre ces différents acteurs.

En l'absence de précision sur le mode de désignation dudit représentant dans un texte particulier, s'appliquent les règles générales des collectivités territoriales (article L. 4132-22 du code général des collectivités territoriales).

Il convient donc de procéder à la désignation d'un représentant au scrutin majoritaire à deux tours.

4.Secteur administration générale

Commission de délégation de service public (CDSP)

En application des dispositions des articles L1411-1 et 5 et D1411-3 et 4 du CGCT, les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics peuvent confier la gestion d'un service public, dont elles ont la responsabilité, à un ou plusieurs opérateurs économiques par une convention de DSP définie à l'article L1121-3 du code de la commande publique.

Une commission analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, prévue aux articles L5212-1 à 4 du code du travail, et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant celui-ci. Présidée par le président de la Région, la CDSP comprend en outre cinq membres de l'assemblée délibérante et leur suppléant, élus en son sein et au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Lorsqu'un membre titulaire de la CDSP est définitivement empêché, il est proposé de le remplacer par le suppléant inscrit sur la même liste et dans l'ordre de la liste. Ainsi, pour éviter que l'empêchement définitif d'un membre titulaire n'implique l'élection d'une nouvelle CDSP, il est procédé à la titularisation du premier suppléant inscrit sur la même liste que le titulaire. La titularisation d'un membre suppléant de la CDSP, après la démission du membre titulaire, n'entraîne en aucun cas l'élection d'un nouveau membre suppléant.

La précédente désignation des représentants de la Région à la commission de délégation de service public (CDSP), pour un mandat d'un an, a été approuvée par la délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021.

Il convient donc de procéder à la désignation, au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges au plus forte reste et pour un mandat d'un an, de cinq représentants et de leur suppléant.

5.Secteur Lycées

Conseil d'administration de l'établissement public local d'enseignement LPO Hôtellerie et tourisme (Guyancourt)

En application des dispositions des articles R412-3 et R421-14, 17 et 33 du code de l'éducation, la collectivité territoriale de rattachement siège aux conseils d'administration des EPLE à raison de deux représentants ou de leur suppléant, désignés pour la mandature et dont l'un d'eux peut ne pas être membre de l'assemblée délibérante.

Par la délibération n° CR 2021-061 du 23/09/2021, tous les représentants ont été désignés.

Par la délibération n° CR 2022-020 du 20/05/2022, un représentant suppléant a remplacé un représentant titulaire, laissant ainsi un siège de suppléant non pourvu.

Il convient donc de procéder à la désignation d'un suppléant au scrutin majoritaire à deux tours.

Conseil d'administration de l'établissement public local d'enseignement LGT Alexandre Dumas (Saint-Cloud)

En application des dispositions des articles R412-3 et R421-14, 17 et 33 du code de l'éducation, la collectivité territoriale de rattachement siège aux conseils d'administration des EPLE à raison de deux représentants ou de leur suppléant, désignés pour la mandature et dont l'un d'eux peut ne

pas être membre de l'assemblée délibérante.

Par la délibération n° CR 2021-061 du 23/09/2021, tous les représentants ont été désignés.

Par la délibération n° CR 2022-059 du 22/09/2022, un représentant suppléant a remplacé un représentant titulaire, lequel a remplacé un autre représentant titulaire, laissant ainsi un siège de suppléant non pourvu.

Il convient donc de procéder à la désignation d'un suppléant au scrutin majoritaire à deux tours.

6.Secteur emploi et formation professionnelle

AG et CA de la Mission locale pour l'emploi des jeunes d'Aulnay-sous-Bois

En application des dispositions des articles L5314-1 et 2 du code du travail, des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes peuvent être constituées, sous forme d'une association ou d'un GIP, entre l'État, des collectivités territoriales, des établissements publics, des organisations professionnelles et syndicales, ainsi que des associations. Dans le cadre de leur mission de service public pour l'emploi, elles ont pour objet d'aider les jeunes de seize à vingt-cinq ans révolus à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale, en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement à l'accès à la formation professionnelle initiale ou continue, ou à un emploi.

En application des dispositions statutaires, la région Île-de-France siège à leurs instances, à raison d'un ou représentant ou de leur suppléant le cas échéant. Ces derniers sont désignés pour un mandat de deux ans.

Il convient donc de procéder à l'abrogation de la précédente désignation des représentants de la Région à la Mission locale pour l'emploi des jeunes d'Aulnay-sous-Bois, approuvée par la délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021.

Il convient ensuite de procéder à la désignation d'un représentant et de son suppléant au scrutin majoritaire à deux tours.

AG et CA de la Mission locale pour l'emploi de la Dhuys

En application des dispositions des articles L5314-1 et 2 du code du travail, des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes peuvent être constituées, sous forme d'une association ou d'un GIP, entre l'État, des collectivités territoriales, des établissements publics, des organisations professionnelles et syndicales, ainsi que des associations. Dans le cadre de leur mission de service public pour l'emploi, elles ont pour objet d'aider les jeunes de seize à vingt-cinq ans révolus à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale, en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement à l'accès à la formation professionnelle initiale ou continue, ou à un emploi.

En application des dispositions statutaires, la région Île-de-France siège à leurs instances, à raison d'un ou représentant ou de leur suppléant le cas échéant. Ces derniers sont désignés pour un mandat de deux ans.

Il convient donc de procéder à l'abrogation de la précédente désignation des représentants de la Région à la Mission locale pour l'emploi de la Dhuys, approuvée par la délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021.

Il convient ensuite de procéder à la désignation d'un représentant et de son suppléant au scrutin majoritaire à deux tours.

AG et CA de la Mission locale de la Lyr

En application des dispositions des articles L5314-1 et 2 du code du travail, des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes peuvent être constituées, sous forme d'une association ou d'un GIP, entre l'État, des collectivités territoriales, des établissements publics, des organisations professionnelles et syndicales, ainsi que des associations. Dans le cadre de leur mission de service public pour l'emploi, elles ont pour objet d'aider les jeunes de seize à vingt-cinq ans révolus à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale, en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement à l'accès à la formation professionnelle initiale ou continue, ou à un emploi.

En application des dispositions statutaires, la région Île-de-France siège à leurs instances, à raison d'un ou représentant. Ce dernier est désigné pour un mandat de deux ans.

Il convient donc de procéder à l'abrogation de la précédente désignation des représentants de la Région à la Mission locale de la Lyr, approuvée par la délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021.

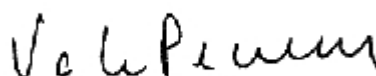
Il convient ensuite de procéder à la désignation d'un représentant au scrutin majoritaire à deux tours.

7. Remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes

En application des articles L.4132-14 et 22 du code général des collectivités territoriales, et des articles 34 à 36 du règlement intérieur du conseil régional, il pourra être procédé à tous remplacements de représentants de la collectivité dans les organismes où celle-ci siège. Le cas échéant et selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale, la liste de ces remplacements sera annexée à la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 31 MAI 2023

DÉSIGNATION ET REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES - MAI 2023

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du commerce ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code du travail ;

VU le décret n° 2014-1679 du 30 décembre 2014 modifié portant création de CentraleSupélec ;

VU les statuts de la Mission locale de La Lyr modifiés en 2009

VU les statuts de la Mission locale pour l'emploi de la Dhuys modifiés en 2014 ;

VU les statuts de la Mission locale pour l'emploi des jeunes d'Aulnay-sous-Bois modifiés en 2020 ;

VU les statuts de l'Association de la Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais révisés en 2023 ;

VU le rapport n°CR 2023-021 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Secteur enseignement supérieur et recherche

Désigne au **conseil d'administration de CentraleSupélec** : un représentant et une représentante au scrutin majoritaire à deux tours, tels que figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : Secteur transition écologique, climat et biodiversité

Désigne à l'**association de la Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais** : un représentant au scrutin majoritaire à deux tours, tel que figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 3 : Secteur relance, attractivité, développement économique et innovation

Désigne au **Campus Cyber** : un représentant au scrutin majoritaire à deux tours, tel que figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Article 3 : Secteur administration générale

Désigne à la **commission de délégation de service public (CDSP)** pour un mandat d'un an : cinq représentants et leur suppléant au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges au plus fort reste, tels que figurant en annexe 4 à la présente délibération.
Propose, lorsqu'un membre titulaire de la CDSP est définitivement empêché, de le remplacer par le suppléant inscrit sur la même liste et dans l'ordre de la liste.

Article 4 : Secteur lycées

Désigne au **conseil d'administration de l'établissement public local d'enseignement LPO Hôtellerie et tourisme (Guyancourt)** : un suppléant au scrutin majoritaire à deux tours, tel que figurant en annexe 5 à la présente délibération.

Désigne au **conseil d'administration de l'établissement public local d'enseignement LGT Alexandre Dumas (Saint-Cloud)** : un suppléant au scrutin majoritaire à deux tours, tel que figurant en annexe 6 à la présente délibération.

Article 5 : Secteur emploi et formation professionnelle

Désigne à l'**AG et au CA de la Mission locale pour l'emploi des jeunes d'Aulnay-sous-Bois** pour un mandat de deux ans : un représentant et son suppléant au scrutin majoritaire à deux tours, tels que figurant en annexe 7 à la présente délibération.

Désigne à l'**AG et au CA de la Mission locale pour l'emploi de la Dhuis** pour un mandat de deux ans : un représentant et son suppléant au scrutin majoritaire à deux tours, tels que figurant en annexe 8 à la présente délibération.

Désigne à l'**AG et au CA de la Mission locale de la Lyr** pour un mandat de deux ans : d'un représentant au scrutin majoritaire à deux tours, tel que figurant en annexe 9 à la présente délibération.

Article 6 : Remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes

Procède aux remplacements figurant en annexe 10 à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - CentraleSupelec

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°1.

Conseil d'administration de CentraleSupélec

Désigne, pour un mandat de quatre ans, un représentant et une représentante au scrutin majoritaire à deux tours :

Mme

M.

Annexe 2 - Biosphère Fontainebleau et Gatinais

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°2.

Association de la Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais

Désigne un représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

M.

Annexe 3 - Campus Cyber

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°3.

Campus Cyber

Désigne un représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

M.

Annexe 4 - Commission de délégation de service public (CDSP)

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°4.

Commission de délégation de service public (CDSP)

Désigne, pour un mandat d'un an, cinq représentants et leur suppléant au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges au plus fort reste :

Titulaires :

M.
M.
M.
M.
M.

Suppléants :

M.
M.
M.
M.
M.

Annexe 5 - LPO Hôtellerie et tourisme (Guyancourt)

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°5.

**Conseil d'administration de l'établissement public local d'enseignement LPO
Hôtellerie et tourisme (Guyancourt)**

Désigne un représentant suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

M.

Annexe 6 - LGT Alexandre Dumas (Saint-Cloud)

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°6.

**Conseil d'administration de l'établissement public local d'enseignement LGT
Alexandre Dumas (Saint-Cloud)**

Désigne un représentant suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

M.

Annexe 7 - Mission locale pour l'emploi des jeunes d'Aulnay-sous-Bois

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°7.

AG et CA de la Mission locale pour l'emploi des jeunes d'Aulnay-sous-Bois

Désigne, pour un mandat de deux ans, un représentant et son suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

M.

M.

Annexe 8 - Mission locale pour l'emploi de la Dhuys

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°8.

AG et CA de la Mission locale pour l'emploi de la Dhuys

Désigne, pour un mandat de deux ans, un représentant et son suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

M.

M.

Annexe 9 - Mission locale de la Lyr

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°9.

AG et CA de la Mission locale de la Lyr

Désigne, pour un mandat de deux ans, un représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

M.

M.

Annexe 10 - Remplacements

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°10.

BULLETIN DE VOTE N°10
REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS
DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES

SCRUTIN DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE DU MERCREDI 31 MAI 2023

DÉMISSIONS

CANDIDATURES

Syndicat mixte d'études et de préfiguration (SMEP) du PNR de la Brie et des deux Morin

Frédéric VALLETOUX (IDFR)	Suppléant	
---------------------------	-----------	--